

Contre l'Etat Europe

Václav Bělohradský

▶ **To cite this version:**

Václav Bělohradský. Contre l'Etat Europe : Cahiers du CEFRES N° 14f. Regards communs sur l'Europe. Cahiers du CEFRES, 1998, Regards communs sur l'Europe, 14f., pp.6. halshs-01164647

HAL Id: halshs-01164647
https://shs.hal.science/halshs-01164647

Submitted on 17 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers du CEFRES
N° 14f, Regards communs sur l'Europe
Jacques Rupnik (Ed.)

Václav BĚLOHRADSKÝ
Contre l'Etat Europe

Référence électronique / electronic reference :
Václav Bělohradský, « Contre l'Etat Europe », Cahiers du CEFRES. N° 14f, Regards communs sur l'Euope (ed. Jacques Rupnik).
Mis en ligne en janvier 2012 / published on : january 2012
URL : http://www.cefres.cz/pdf/c14f/belohradsky_1998_contre_etat_europe.pdf
Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE
http://www.cefres.cz

Ce document a été généré par l'éditeur.
© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



Contre l'Etat Europe

Václav Bělohradský

Le médiéviste Josef Kliment, élève de Pekař, écrivit dans l'avant-propos à l'édition tchèque de l'ouvrage de Dante *De Monarchia*, en janvier 1942: "L'ouvrage de Dante *Sur le pouvoir unique* est une défense exaltée du principe selon lequel l'Europe a besoin, pour remplir son devoir culturel, d'une organisation unifiée..., l'immense révolution de pensée que nous connaissons aujourd'hui renoue avec la vérité fondamentale de coexistence humaine." Je cite cette phrase de 1942 pour démontrer la force aveuglante qu'a l'idée d'un Etat Europe unifié, d'une organisation unifiée de l'Europe dans notre histoire politique. J. Kliment écrivit ces mots en pleine guerre, alors que l'héritage grec, chrétien et des Lumières était en danger de mort. La victoire du nazisme était, aux yeux de cet intellectuel, un prix acceptable à payer pour permettre l'unification de l'Europe! Peter Sloterdijk écrivit que l'idée d'un Etat européen "se met en marche et reste en mouvement dans la mesure où elle réussit à obtenir, à remettre en scène et à transformer l'empire qui la précéda, l'Empire romain; l'Europe est ainsi le théâtre des métamorphoses des empires... Aujourd'hui, l'intelligentsia européenne se doit à elle-même de démontrer que la grande politique est possible en dehors de l'empire." Dans cette perspective, l'Europe non démocratique apparaît comme une lutte des grands Etats pour le droit de se proclamer le successeur du (Saint) Empire romain; le signe constitutif de la démocratie est, à l'inverse, de refuser "le théâtre des métamorphoses des empires". La volonté de libérer l'Europe de l'impérialisme, donc de l'esprit erroné du Saint Empire romain, est l'élément fondamental de ce que j'appellerai "la poétique des Etats nationaux démocratiques".

Un Etat européen unifié est en profonde contradiction avec la tradition démocratique européenne que le doyen des philosophes européens, H. G. Gadamer, témoin des succès et des catastrophes de ce siècle, définit, dans son livre sur l'héritage européen, en ces termes: "le privilège de l'Europe est la nécessité de donner une forme politique à la différence". La différence des langues nationales, par exemple, n'est pas seulement un obstacle à une rapide unification de l'Europe: "La langue est avant tout le langage d'une communauté linguistique déterminée, et ce n'est que dans une communauté de langage concrète que les gens sont capables de créer ensemble ce qui les rapproche: un profil historique commun." Une politique, au sens décisif, ce ne sont pas les querelles sur la taxe de la pomme de terre ou sur la politique étrangère, mais la création de ce profil commun.

Avec le traité de Maastricht domina la philosophie politique qui fixait comme objectif à l'Union européenne une transformation progressive de ses institutions en un super-Etat nommé Europe. Je pense que nous traversons maintenant une période où de plus en plus d'Européens réalisent que cela est en contradiction avec la tradition européenne. "L'avenir appartient à un Etat national hétérogène", écrivit Dahrendorf.

Maastricht n'est pas autre chose qu'une certaine résolution de la question allemande: en construisant un Etat européen homogène, l'Allemagne et les autres Etats européens évitent les problèmes liés au rôle d'un Etat national allemand fort en Europe. Gerhard Sabathil le dit clairement: "Maastricht fut la réponse à l'agrandissement de l'Allemagne dans le cadre de la Communauté..., afin d'empêcher qu'elle ne s'engouffre de nouveau dans le vide en formation au centre et à l'est du continent. Cet élargissement à l'est devait au contraire devenir possible dans le cadre communautaire, grâce à l'union politique et monétaire... Maastricht ou Sarajevo... Le seul avenir pacifique que peut connaître l'Europe, toute l'Europe, passe nécessairement par l'intégration, par le transfert de souveraineté" (Liblice, septembre 1994).

Helmut Kohl, dans une interview intitulée "mon patriotisme", dit: "Je ne pense pas qu'aujourd'hui quelqu'un puisse être un bon patriote allemand sans être en même temps un pro-Européen convaincu. Je me sens Européen allemand et Allemand européen. Ces deux états de fait ne peuvent être dissociés." Ce patriotisme allemand "bicéphale" est une rhétorique qui dissimule le véritable problème: l'Allemagne réunifiée devient peu à peu un Etat national normal qui défend fermement ses intérêts nationaux spécifiques. Dans cette optique, penchons-nous sur quatre moments de la politique allemande.

Premièrement, la décision allemande, unilatérale, de reconnaître l'indépendance de la Croatie, ce que Beverly Crawford appela, dans *World Politics* (48/1996), "Defection from International Coopera-

tion". Ce terme de "defection" est fondamental: dans les moments décisifs, l'Allemagne se comporte comme un Etat national qui mêle l'Europe à sa préférence pour les Etats ethniquement homogènes. Souvenons-nous de la construction partiale et mensongère qui fait du Serbe un ennemi non européen, et du Croate et du Slovène des catholiques, Européens et amis. "Les Slovènes sont considérés par leurs voisins comme travailleurs, économes, ordonnés, dignes de confiance, comme des catholiques exemplaires, *manchmal werden sie die Deutschen Jugoslawiens genannt* (*parfois, on les surnomme les Allemands de Yougoslavie* - NDLT), écrivit le journaliste clérical J. G. Reissmüller (*FAZ* du 16.4.1994). Le contraste avec le profond silence allemand sur le développement non démocratique de la Croatie est frappant.

Deuxièmement, la rude guerre diplomatique avec l'Italie à propos de la réorganisation du conseil de sécurité. Si l'Allemagne était véritablement "l'Etat intégré dans les structures européennes" que l'on prétend souvent, elle ne demanderait pas à devenir membre permanent du conseil de sécurité, mais apporterait son soutien à la démocratisation du conseil de sécurité, comme le lui propose par exemple l'Italie. "L'Allemagne ne s'emploierait pas aussi férocement à devenir membre permanent du conseil de sécurité si elle croyait vraiment en la représentation unifiée des intérêts européens", écrivit par exemple R. Dahrendorf.

Troisièmement, le programme eurorégional allemand, formulé particulièrement éloquemment par le philosophe politique sudéto-allemand R. Hilf. C'est Dahrendorf qui sut le plus précisément exprimer le danger que représente l'Europe des régions lorsqu'il écrivit que "le régionalisme mène en réalité à des Etats nationaux homogènes... en ce sens, il représente un pas en arrière par rapport à un Etat national hétérogène". Dans le sud du Tyrol, par exemple, l'autonomie régionale se solda par l'hégémonie du *Südtirolervolkspartei*, qui aboutit à un consensus fondé sur une base exclusivement ethnique. N'oublions pas qu'en Padanie on vit rapidement fleurir des affiches qui demandaient que les professeurs originaires du Sud italien soient licenciés des écoles padaniennes. Philippe Séguin, l'ex-président de l'Assemblée nationale française, qualifia l'idée d'une Europe des régions de "dangereuse chimère" et d'instrument d'égoïsme: "Certains technocrates, et avec eux des lobbyistes régionaux influents, fantasment en disant que nous ne créerons l'Europe qu'en remplaçant les Etats nationaux, produits d'une histoire dépassés, par les ensembles humains vivants que nous appelons régions. L'Europe à laquelle aspirent ces messieurs sera l'exact contraire d'une Europe homogène, stable et pacifique, parce qu'elle renforce les particularismes. Elle signifiera non seulement la mort des nations, mais aussi celle de l'Europe. La raison en est simple: l'exaltation des particularismes régionaux est la porte ouverte au pire nationalisme, à celui qui mène inéluctablement vers un gouvernement tribal et clanique." Il existe un rapport direct et évident entre l'accroissement de l'autonomie régionale et la baisse de qualité de la démocratie, entre l'accroissement de la solidarité clanique et la corruption qui s'ensuit.

Quatrièmement, le révisionnisme historique, c'est-à-dire la "normalisation" du passé allemand, qui a, en Allemagne, franchi le stade de problème scientifique pour atteindre celui de stratégie médiatique des quotidiens *FAZ* et *Die Welt,* entre autres. L'historien Nolte, dans un entretien accordé au journal de Turin *La Stampa* (19.5.1993), déclara: "La caractéristique de la culpabilité allemande fut sa partialité; il est absolument indispensable de dépasser cette partialité, parce qu'il est injuste d'attribuer toute la culpabilité aux Allemands. L'année fatidique du XX^{e} siècle ne fut pas 1933, mais 1917! La conséquence positive qu'aura notre libération du sentiment de culpabilité sera que nous ne nous satisferons pas de l'américanisation du monde, de la civilisation américaine, mais que nous lutterons pour notre identité et notre différence. Le national-socialisme fut une révolte contre l'hégémonie américaine de mise au pas... Il est possible qu'en cette fin de siècle les Allemands deviennent la nation dirigeante d'Europe. Le national-socialisme est un héritage que l'Allemagne ne doit pas rejeter en bloc." L'argumentation sudéto-allemande sur le nationalisme tchèque et les crimes de Beneš relève du révisionnisme; dans cette perspective, le succès de la pression sudéto-allemande sur la République tchèque représenterait son premier succès international.

Le numéro 7/1996 de *Nová přítomnost* publie les souvenirs du professeur suisse J. R. Salis, dont les récits de guerre sont célèbres. Il écrit: "Dans un récit détaillé, un exilé me dépeignit en termes crus et brûlant de colère les cruautés et horreurs dont furent victimes nombre d'Allemands sudètes. Il m'assura, au cours de cet exposé, que les Tchèques ne souffrirent aucunement sous l'occupation allemande. Au contraire, ils prospéraient; ils avaient du travail et les Allemands ne les envoyaient pas de force au combat. Seuls les saboteurs étaient condamnés comme ils le méritaient. Le village de Lidice ne comptait que trois cents habitants. Selon ses dires, 10 000 Tchèques furent exécutés pour des actes

de sabotage, 150 000 furent déportés vers les camps de concentration. Bien que ces chiffres aient recelé toute l'atroce vérité, il m'est difficile de comprendre le mode de pensée qui considère ce type de mesures criminelles prises par la force d'occupation comme légitimes." C'est ce "mode de pensée difficilement compréhensible" qui fait le lit du révisionnisme, le conforte, le cultive.

La nécessité de préparer le terrain pour permettre aux Allemands de s'identifier à leur histoire, et à l'Allemagne de devenir un Etat national normal, est le noyau rationnel du révisionnisme.

Pourquoi l'Etat national allemand représente-t-il pour l'Europe et pour l'Allemand lui-même un problème tel qu'ils le fuient pour se tourner vers la construction technocratique d'un super-Etat européen dans lequel les traditions nationales européennes millénaires sont censées se dissoudre comme un morceau de sucre dans l'océan? Je vois deux raisons primordiales qui font de l'intégration de l'Allemagne dans l'Europe atlantique un problème. La première est la définition "filiale" et non politique de la nation allemande, qui complique son rapport aux voisins; la seconde est la thèse géopolitique qui se fonde sur la très ancienne position centrale des Allemands en Europe et sur la nécessité de reconstruire le centre européen détruit.

Commençons par le problème de la définition politique de la nation. Ernest Gellner a montré que la base de l'Etat national est "la carte éducation": l'individu est éduqué au loyalisme non envers certains groupes - famille ou compatriotes ethniques -, mais envers un certain récit, une certaine histoire qui détermine le profil de ce qui le définit comme ressortissant de telle ou telle nation. La lutte pour établir un lien entre l'Etat et un processus socialisateur qui serait capable de bouleverser le loyalisme ethnique est au coeur de l'époque des nationalismes européens. La nation est avant toute chose une histoire fascinante, comme le sont par exemple les révolutions française ou américaine ou le mouvement hussite dont l'importance universelle est perçue par Palacký comme la preuve historique de la portée universelle du sens de l'existence nationale tchèque. Le problème du nationalisme allemand réside dans ce qu'il a un siècle de retard sur les autres Etats européens. H. Plessner, dans son oeuvre classique de philosophie politique allemande intitulée *la Nation retardée*, développe la thèse suivante: du fait de son retard, l'Etat national allemand ne se constitue pas selon les principe des Lumières, mais contre eux, parce qu'il les perçoit comme un instrument de la domination mondiale des grands Etats européens, domination que l'Allemagne se doit, dans son propre intérêt national, de briser pour devenir une grande puissance. C'est la raison pour laquelle l'histoire par laquelle la nation allemande se définit est particulariste, filiale, ethnique, anti-moderne.

Le terme "archaïsme allemand" explique pourquoi la dichotomie culture – civilisation joua un rôle aussi considérable dans l'auto-interprétation allemande: les Etats occidentaux rationalistes perçoivent les philosophes allemands comme les représentants de la civilisation matérialiste, commerciale, technique, tandis que la mission de l'Allemagne est la défense de la culture européenne dont les racines se trouvent dans la communauté consanguine. Cette dichotomie n'est pas qu'un héritage idéologique dépassé datant de la Première Guerre mondiale, elle joue aujourd'hui encore un rôle clé, sous différentes formes, dans l'auto-interprétation allemande. E. Nolte, par exemple, dans le livre *Intervista sulla questione tedesca* (Bari, Laterza, 1993), lui consacre un chapitre entier. Il dit, entre autres: "Les Allemands adoptèrent vis-à-vis de la civilisation une attitude critique beaucoup plus tôt que les autres nations, bien qu'avec elles. Grâce à leur propension à une extrême cohérence, ils exprimèrent ouvertement leur inimitié envers la civilisation et demandèrent que la culture prenne le pas sur la civilisation. De ce point de vue, le national-socialisme représente une révolte contre la civilisation, contre la dégénération dont est synonyme la civilisation." La civilisation est, selon Nolte, la confirmation de l'humanité, de l'américanisation, tandis que la culture n'est pas une création de l'homme, elle est quelque chose de spécifique qui balise notre existence, quelque chose qui ne peut être réduit au seul souci d'augmentation du niveau de vie. Dans le chapitre conclusif, intitulé "l'universalisme et les migrations de masse", Nolte fait une distinction entre l'universalisme spirituel, dont le modèle est l'Eglise catholique, et l'universalisme matériel, dont le modèle est l'Amérique. Il considère qu'une société multiculturelle représente une évolution dangereuse, parce que les migrations de masse venues de mondes non homogènes paupérisent et menacent chaque "Kultur", qui ne peut survivre sans profondes racines dans le **Volk**, dans la communauté consanguine.

L'archaïsme allemand a des conséquences politiques pratiques. Par exemple, l'article 116 de la loi fondamentale, qui détermine les conditions de citoyenneté, conçoit tous les Allemands ethniques comme des Allemands, même s'ils vivent en dehors de l'Etat, tandis que les immigrants, même nés en Allemagne, ne deviennent citoyens allemands que difficilement. En Allemagne, la notion de citoyen-

neté au sens occidental du terme n'existe pas, elle est "germanisée". Le processus de naturalisation fit à plusieurs reprises l'objet de débats politiques. En 1983, par exemple, la commission de migration politique (composée de représentants du gouvernement fédéral, des gouvernements des Länder et des mairies) recommanda une libéralisation du processus d'acquisition de la citoyenneté. Elle ne fut approuvée que très partiellement, mais la loi allemande sur la citoyenneté n'en reste pas moins un exemple de conception étatique ethnique, filiale, non nationale. Dans l'optique de la fameuse dichotomie *civic nations/ethnic nations*, les Allemands sont la seule grande nation d'Europe à se définir ethniquement. Ce que confirma l'arrêt du Tribunal constitutionnel du 31 octobre 1990, qui mit un terme à la querelle soulevée par la décision du gouvernement de Schleswig-Holstein d'accorder aux immigrants du Danemark, d'Irlande, de Norvège, des Pays-Bas, de Suède et de Suisse le droit de vote aux élections locales. Dans l'esprit de l'arrêt du Tribunal constitutionnel, le "Volk" n'est pas la même chose que la population; en conséquence, accorder le droit de vote à des immigrants est contraire à la Constitution. Habermas écrivit que "le seul patriotisme qui ne nous éloigne pas de l'Europe est le patriotisme de la Constitution", et ajoute que "la déclaration consciente d'adhésion aux principes universalistes de notre Constitution ne put s'imposer dans la nation allemande qu'après Auschwitz et par le biais d'Auschwitz. Celui qui tente de nous empêcher de ne pas rougir de honte face à ce fait, celui qui veut rendre aux Allemands une identité nationale conventionnelle ruine l'unique garantie effective de notre lien à l'Occident." Par "identité conventionnelle", Habermas entend une identité nationale civique, non de définition ethnique.

La première avancée décisive vers la construction d'un Etat national allemand normal est de transformer la citoyenneté pour en faire une institution politique et non plus filiale. Les conditions pour un développement positif en Allemagne sont, selon Dahrendorf, les suivantes:

1. reconnaître que l'Allemagne est un Etat national et qu'un Etat national joue un rôle irremplaçable en démocratie;

2. abandonner rapidement et définitivement l'idée de nation ethnique, liée à l'origine commune, sur laquelle, à ce jour, repose la citoyenneté allemande, et reconnaître que les Turcs travaillant en Allemagne et parlant allemand sont plus allemands que les Allemands ethniques;

3. le sentiment de communauté civique nationale est une condition indispensable à l'intégration dans un Etat démocratique.

Abordons maintenant l'éternelle aspiration allemande à être le puissant centre de l'Europe. Hillgruber intitula son plus célèbre livre "la Destruction de l'Europe". A ses yeux, elle est la conséquence de ce que les Etats européens ne se soudèrent pas autour de leur centre pour se protéger des puissances périphériques latérales – les Etats-Unis et l'URSS. Il écrit: "Ce qui s'effondra catastrophiquement en 1945, après les succès et les défaites, après les exceptionnels triomphes et les crimes incommensurables, fut la tentative bismarckienne de concrétiser, pour la première fois en Europe, une hégémonie politique dont le point d'ancrage se situerait au centre du continent et non dans une quelconque puissance excentrée – Petrograd, Londres, Paris. Si le pouvoir prussien est brisé, l'Allemagne n'échappera pas à son destin de pays coupé, elle ne sera qu'une sorte de terrain neutre où se jouera la confrontation des grandes puissances... en 1945, cette prophétie de Bismarck se réalisa. Les Etats-Unis et l'Union soviétique firent de l'Europe centrale le théâtre des conflits où s'affrontait leur rivalité politique. La question de savoir si l'Europe occidentale parviendra à recon–struire le centre détruit du continent, condition à la reconstruction de l'Europe entière, reste, quarante ans après la destruction du coeur de l'Europe, entière..."

La traduction allemande du livre de Rémi Brague *Europe, la voie romaine* parut sous le titre *Europa – eine exzentrische Identität*. L'expression "identité excentrée" restitue plus précisément la nature de l'Europe atlantique: l'Europe ne se ferme pas sur elle-même, elle s'étend, déborde vers ses périphéries. L'hégémonie allemande signifierait nécessairement prédéfinir l'Europe comme une puis–sance concentrée, non excentrée, mais centrée. La modernité européenne réside précisément dans le fait que son centre géographique n'est pas son centre politique. Les guerres européennes modernes furent les guerres des puissances européennes latérales contre "la révolte du centre", donc contre les tentatives de l'Allemagne de devenir non seulement le centre géographique, mais également le centre politique de l'Europe. La Tchécoslovaquie fut, après la Première Guerre mondiale, l'un des piliers de l'Europe atlantique naissante – le gigantesque essor culturel de la Première République fut la conséquence de notre ouverture inconditionnelle à "l'Europe atlantique".

L'Allemagne réunifiée, devenue un Etat national, doit impérativement appartenir à l'Europe atlantique si elle ne veut pas inspirer la peur. Habermas a écrit: "L'ouverture inconditionnelle de la République fédérale à la culture politique de l'Occident est une grande contribution de l'après-guerre qui devrait inspirer de la fierté, à ma génération tout particulièrement. Elle put se concrétiser grâce au fait que nous avons dépassé l'idéologie du centre que nos révisionnistes déterrent à coups de "tamtams" géopolitiques évoquant l'ancienne position centrale des Allemands en Europe et la nécessité de reconstruire le centre européen détruit."

Résumons les conditions que doit remplir l'Allemagne pour devenir un Etat national fort sans que nous devions, par crainte d'elle, construire, en contradiction avec la tradition millénaire d'hétérogénéité européenne, le monstre maastrichtien, le super-Etat Europe.

1. Réviser la loi sur la citoyenneté, faire de l'identité allemande une identité civique et non plus "filiale". Habermas, Dahrendorf et Diner parlent de patriotisme constitutionnel. "L'avenir de l'Allemagne dépend de sa capacité à introduire le concept de citoyenneté dans les institutions. Dans les faits, l'identité allemande est, dans la mémoire collective allemande, encore et toujours ethnique", écrit l'historien israélien Dan Diner, professeur à l'université de Essen.

2. En finir avec les vieux mythes faisant de l'Allemagne le centre puissant de l'Europe censé être la pierre angulaire d'un Etat européen unifié et capable de résister à l'américanisation. L'atlantisme, l'américanisation sont la voie européenne qui mène à la démocratie moderne.

3. En finir avec l'eurorégionalisme, parce qu'il pourrait, dans certains Etats nationaux européens, provoquer une guerre civile (la Padanie ne pourrait voir le jour sans guerre civile). La mise en place des eurorégions se solderait par une baisse de qualité de la démocratie, par des dictatures ethniques et un égoïsme régional. Un Etat national civique et hétérogène est le cadre naturel de toute intégration politique, sociale et culturelle réussie.

Traduit du tchèque par Carole Formanek